

Premium [Abonnez-vous](#)

Menu

[Journal](#)

[Actualité](#)

[Le Figaro Premium](#)

[Abonnez-vous](#)

[International](#)

[Elections européennes](#)

[Politique](#)

[Le Scan Politique](#)

[Société](#)

[Figaro Vox](#)

[Figaro Etudiant](#)

[Annuaire du Sup](#)

[Collège - Lycée](#)

[Etudes Supérieures](#)

[BAC](#)

[Vie étudiante](#)

[Stage - Alternance](#)

[Nos événements](#)

[Inventer le monde d'après](#)

[Etudier à Québec avec Université de Laval](#)

[Jeunes diplômés, étudiants](#)

[Les métiers de demain avec IGS](#)

[Devenez ingénieur en informatique avec Hexagone](#)

[Choisir l'alternance avec le Réseau GES](#)

[L'excellence internationale à Madrid : IE University](#)

[Sciences & Environnement](#)

[Tech & Web](#)

[Figaro Magazine](#)

[Figaro Santé](#)

[Figaro Live / vidéos](#)

[Les podcasts du Figaro](#)

[Blogs](#)

[Diaporamas](#)

[Data & infographies](#)

[Toute l'actu](#)

[Bien au travail ?](#)

[Economie](#)

[Sport](#)

[Culture](#)

[Style](#)

[Voyage](#)

[Art de vivre](#)

[Madame](#)

[Le Figaro Premium](#)

[Services](#)

[Tous les sites du Figaro](#)

[Rencontres orientation@home](#)

> ETUDES SUPÉRIEURES > SCIENCES PO

Sciences Po Grenoble demande à Laurent Wauquiez de revenir sur sa décision de suspendre ses financements

Par Victor Mérat • Publié le 20/12/2021 à 17:32 • Mis à jour le 21/12/2021 à 12:00



La région ne veut plus financer Sciences Po Grenoble. L'annonce survient après la suspension d'un enseignant de l'IEP de Grenoble qui avait dénoncé une «chasse idéologique» au sein de l'établissement. La direction de l'IEP demande au président de la région de revenir sur sa décision.

Dans un communiqué, publié mardi 21 décembre, la direction de Sciences Po Grenoble qualifie la décision de Laurent Wauquiez de «regrettable» et déplore un «motif politique». La direction de l'IEP précise que «le soutien financier de la Région (...) ne consiste pas en des subventions mais essentiellement en l'attribution de bourses aux étudiants». Si l'institution admet que «plusieurs professeurs, dont M. Kinzler, ont subi ces derniers mois des attaques et des menaces inadmissibles entraînant de graves conséquences, y compris pour leur sécurité», elle spécifie que ces dernières proviennent de «comportements virulents, malveillants et minoritaires». «La direction prend pleinement la mesure de cette problématique et s'engage dans un travail de réflexion pour adapter ses moyens et ses dispositifs, pour prévenir de telles situations à l'avenir et retrouver la pleine sérénité au sein de l'établissement», est-il ajouté. Sur la décision de suspendre l'enseignant, l'établissement ajoute que «toute décision de ce type est scrupuleusement fondée sur des éléments objectifs, déconnectés des remous du débat public», et exhorte Laurent Wauquiez à revenir sur sa décision.

» **LIRE AUSSI - [Des politiques crient haro sur Sciences Po Grenoble](#)**

Le [conflit qui oppose Klaus Kinzler, professeur d'allemand et de civilisation allemande, à la direction de Sciences Po Grenoble](#) prend une tournure politique. «[Sciences Po Grenoble](#) est depuis trop longtemps dans une dérive idéologique et communautariste. Ce n'est pas ma conception de la République, a écrit sur Twitter, lundi 20 décembre, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez. La Région suspend donc tout financement et toute coopération avec

l'établissement». Sur Facebook, l'ancien président du parti Les Républicains a apporté son soutien à l'enseignant. Le montant des subventions allouées par la région à l'établissement est d'environ 100.000 euros par an *«hors investissement sur projets, selon l'exécutif»* régional, rapporte l'AFP.

«Aucun compromis avec le communautarisme»

Dans un communiqué de presse, daté du 10 décembre, qu'a pu consulter *Le Figaro*, la Région dénonce la *«longue dérive idéologique et communautariste de la direction de l'Institut d'Études Politiques de Grenoble»* qui *«vient de franchir un nouveau cap avec la suspension d'un enseignant accusé d'avoir publiquement fait état de la dégradation des conditions d'enseignement dans cet établissement»*. *«Les militants de théories "woke", de l'écriture inclusive, ou de pratiques communautaristes, ont aujourd'hui confisqué le débat au sein de cet établissement sans que la direction ne prenne la mesure de cette dérive préoccupante»*, poursuit le communiqué de presse. *«Élèves et enseignants qui s'opposent à ce nouveau diktat sont aujourd'hui la cible de pressions inadmissibles. Il est indigne de leur faire payer le renoncement et l'abandon d'une direction qui s'est soumise à cette minorité.»* Et de conclure: *«La Région Auvergne-Rhône-Alpes ne tolérera aucun compromis avec le communautarisme.»*

À VOIR AUSSI - Science Po Grenoble: Faut-il dissoudre l'UNEF? (Débat du 09/03/2021)



Le nom de l'enseignant placardé assorti d'accusations de fascisme

Mardi 14 décembre, la directrice de l'IEP, Sabine Saurugger, a décidé par un arrêté de suspendre l'enseignant de ses fonctions pour une durée de quatre mois et fait part de son intention de «*saisir le conseil de discipline dans les meilleurs délais*». Le professeur, précise la directrice dans son arrêté, conservera son traitement et ses indemnités tout le long de cette suspension. Sabine Saurugger reproche notamment à l'enseignant d'avoir tenu «*des propos diffamatoires dans plusieurs médias contre l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il est en poste ainsi que contre la personne de sa directrice*».

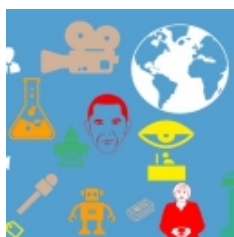
» **LIRE AUSSI - [À Sciences Po Grenoble, une poignée d'étudiants «guident la barque et on dérive tous ensemble»](#)**

Klaus Kinzler a exprimé publiquement dans les médias son sentiment de vivre une «chasse idéologique» au sein de Sciences Po Grenoble, où des désaccords intellectuels l'opposent depuis quelques années à certains des enseignants et des élèves de l'établissement, en particulier au sujet de l'emploi du terme «islamophobie» - un mot dont il a critiqué à plusieurs reprises l'ambiguïté au cours d'échanges avec ses collègues. Le 4 mars, son nom avait été placardé par des élèves sur les murs de l'IEP, assorti d'accusations («fascistes», «islamophobie») reprises sur les réseaux sociaux par des syndicats d'étudiants. Si la direction de Sciences Po Grenoble a condamné, après plusieurs jours de silence, ces accusations, ces étudiants ont été relaxés par une instance disciplinaire de l'Université de Clermont-Auvergne le 26 novembre dernier.



Discute avec un étudiant pour trouver ta formation

J'y vais



Préparation CGPlus

J'y vais